



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Laval, le 17/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE**

Le Haut Montigné  
35370 TORCE

Références : 2023-009\_PANAVI\_INSP\_RAP.odt

Code AIOT : 0006301501

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2023 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE implanté Z A Les Grouas 72190 NEUVILLE SUR SARTHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE
- Z A Les Grouas 72190 NEUVILLE SUR SARTHE
- Code AIOT : 0006301501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site existe depuis 1991. Depuis 2008, le site appartient au groupe belge Vandermoortele. Le site comprend le bâtiment de production (trois lignes de fabrication de produits à base de pâte feuilletée ou de pâte briochée, la zone de stockage des produits finis en froid négatif, la zone de stockage de beurre en froid positif, le stockage des matières premières), la salle des machines où se trouvent les installations « ammoniac », les silos de stockage de matières premières en vrac, la station d'épuration interne au site et le local de sprinklage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution des milieux aquatiques (RSDE)
- Maîtrise des risques technologiques (Installation fonctionnant à l'ammoniac)
- Situation administrative (bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des substances dangereuses dans l'eau (Micropolluants)	Lettre du 12/05/2021, article /	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Visite annuelle - SDM	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 8.1.2.6 Alinéa 2	/	Sans objet
4	Dossier de réexamen	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-71 I	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Quantité d'ammoniac - SDM	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 8.1.2.4	/	Sans objet
5	Bénéfice des droits acquis - Rubrique 1510	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra mettre en oeuvre les mesures correctives adaptées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance des substances dangereuses dans l'eau (Micropolluants)

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 12/05/2021, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En réponse à notre courrier du 24 août 2018 relatif aux évolutions réglementaires introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017, vous m'avez adressé, par courrier du 21 novembre 2019 et par courriel du 7 janvier 2021, votre proposition de programme de surveillance des rejets aqueux pour l'établissement que vous exploitez à Neuville-sur-Sarthe.</p> <p>L'analyse de votre proposition conduit in fine à la définition du programme de surveillance des rejets aqueux détaillé dans le tableau en annexe du présent courrier, qui synthétise vos propositions, la surveillance à mettre en œuvre compte tenu des dispositions réglementaires applicables, ainsi que les remarques éventuelles de l'inspection.</p> <p>Ces dispositions seront intégrées dans votre arrêté d'autorisation à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté. Dans l'attente, votre programme d'autosurveillance est à mettre à jour selon ce tableau et pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection de votre établissement.</p> <p>Cette surveillance est réalisée sous votre responsabilité. Le suivi d'autres substances que celles mentionnées dans le tableau du présent courrier reste également de votre responsabilité, notamment pour justifier l'absence d'une substance.</p> <p><b>Constats :</b> Conformément aux dispositions réglementaires, l'exploitant déclare ses résultats d'auto-surveillance de la qualité de ses rejets aqueux sur l'application GIDAF dont le cadre de surveillance a été actualisé suite à la transmission du courrier du 12 mai 2021. Une extraction des données de</p>

GIDAF sur la période de janvier 2022 à décembre 2022 a été éditée. L'examen des données sur cette période met en évidence le respect des fréquences de mesure pour l'ensemble des macro-polluants et des paramètres généraux (débit, pH et Température).

Aucune surveillance n'est renseignée pour les substances suivantes : SEH, Chlorures, Chrome, Cuivre, Nickel, Fer + Aluminium, Nickel, Nonylphénols, Cadmium, Plomb, Mercure et Arsenic. L'exploitant déclare que des mesures des paramètres « micro-polluants » ont bien été réalisées en juillet 2022. Un rapport d'analyse (D220704874) du laboratoire Inovalys pour un échantillon prélevé le 19/07/2022 a été fourni à l'inspection. Les analyses ont porté sur les paramètres : As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Daphnies, SEH et AOX. La liste des substances n'est toutefois pas exhaustive vis-à-vis du courrier du 12 mai 2021 et la fréquence de surveillance n'est pas respectée pour ces substances.

Les résultats d'analyse présentés par l'exploitant lors de la visite d'inspection n'apparaissent pas sous l'application GIDAF. L'exploitant doit respecter les fréquences d'autosurveillance définies par le courrier du 12/05/2021 et s'assurer de la bonne prise en compte des résultats d'analyse sous l'application GIDAF. Les paramètres listés dans le courrier du 12 mai 2021 mais non analysés à ce stade doivent être intégrés au programme de surveillance.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Visite annuelle - SDM

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 8.1.2.6 Alinéa 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ammoniac

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

**Constats :** Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni à l'inspection le rapport de contrôle périodique de l'installation frigorifique fonctionnant à l'ammoniac réalisé par la Société CRYO Contrôle (audit réalisé le 27/09/2022 et rapport daté du 30/09/2022). La fréquence annuelle de contrôle de l'installation est respectée.

Le compte rendu du contrôle fait état :

- d'une non-conformité : Le portique de protection du rack endommagé doit être remis en place (article 13 de l'AM du 16/07/1997)

- de trois « En cours » (point déjà identifié pour lequel des modifications sont prévues) :

- \* Prise en compte du risque foudre : Des travaux de mise à niveau ont été réalisés. La visite initiale a été réalisée par BCM le 24/08/2021. Prendre en compte les remarques (article 24 de l'AM du 16/07/1997)

- \* Liste des EIPS, contrôles périodiques, traçabilité : Prendre en compte la liste des EIPS de l'étude de danger. Intégrer les contrôles des équipements manquants (vanne de barrage départ liquide BP) (article 39 de l'AM du 16/07/1997)

- \* Plan d'implantation de la détection NH<sub>3</sub> : Plan d'implantation à afficher à proximité de l'armoire détection ou dans le local électrique (article 42 de l'AM du 16/07/1997)

L'exploitant mentionne que les travaux permettant la levée de la non-conformité sont planifiés pour l'année 2023. Le coût de mise en œuvre de cette mesure corrective est de 5750 euros. L'exploitant devra engager sans délai les mesures correctives pour lever la non-conformité relevée et les « En cours » afin de garantir le maintien du bon état de fonctionnement de l'installation.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 3 : Quantité d'ammoniac - SDM

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 8.1.2.4



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de synthèse de la visite de contrôle de l'installation frigorifique réalisée le 27/09/2022 par la société Cryo Controle (rapport daté du 30/09/2022). Dans cette synthèse sont renseignés la charge d'ammoniac dans l'installation et les compléments d'ammoniac apportés depuis décembre 2018 (date du dernier complément).
L'exploitant ne dispose pas de réserve d'ammoniac au sein de son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Dossier de réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-71 I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
<b>Constats :</b> Un dossier de réexamen imposé après la publication de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil a été déposé le 09 novembre 2022 auprès de la Préfecture de la Sarthe.
Après examen de l'inspection des installations classées, une demande de compléments a été formulée par courrier du 23 décembre 2022.
Au cours de la visite d'inspection, l'ensemble des observations de l'inspection a été abordé. Sur ce sujet, l'exploitant mentionne notamment les informations suivantes : - les fréquences d'auto-surveillance de la qualité des rejets d'eaux usées industrielles seront revues et respecteront celles définies par l'arrêté ministériel du 27/02/2020 ; - un travail de mise en conformité de la qualité des rejets d'eaux usées industrielles a été engagé compte tenu de la diminution des valeurs limites d'émissions (VLE) applicables à compter du 04/12/2023. Les VLE définies aux paramètres MES, DCO, Azote et Phosphore seront abaissées compte tenu des NEA-MTD applicables. Les travaux engagés ou à engager sont notamment la réduction des apports en acide phosphorique au sein du SBR, la réduction des apports en urée et potentiellement la mise en œuvre d'un abattement de la DCO soluble.
Enfin, l'exploitant mentionne qu'il aura un peu de retard pour le retour formalisé au courrier du 23/12/2022. Un délai de deux mois avait été donné à l'exploitant. A ce sujet, il a été rappelé à l'exploitant que l'échéance de mise en œuvre des MTD est au 04 décembre 2023 et qu'en l'absence de demande de dérogation, l'ensemble des MTD applicables à l'établissement devra être appliquée à compter de cette date.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Bénéfice des droits acquis - Rubrique 1510

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Antériorité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.
<b>Constats :</b> Par courrier du 22 novembre 2021, la société Vandemoortele sollicite le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510-2 sous le régime de la Déclaration. Après examen de la demande, un courrier de demande de compléments a été transmis à l'exploitant le 11 janvier 2022. L'exploitant a répondu aux attentes de l'inspection par courrier du 20 janvier 2022.  La visite des installations a permis de constater : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'absence d'encours de production pour plus de deux jours de production;</li><li>- la présence d'un mur REI 120 entre la zone de stockage des matières premières et le stockage réfrigéré de produits finis;</li><li>- que la température des zones de production est régulée.</li></ul> Par courriel du 09/01/2023, l'exploitant a renseigné le volume total de la zone d'activité, à savoir 17 973 m <sup>3</sup> .  Ces constats permettront de finaliser l'instruction de la demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet